



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

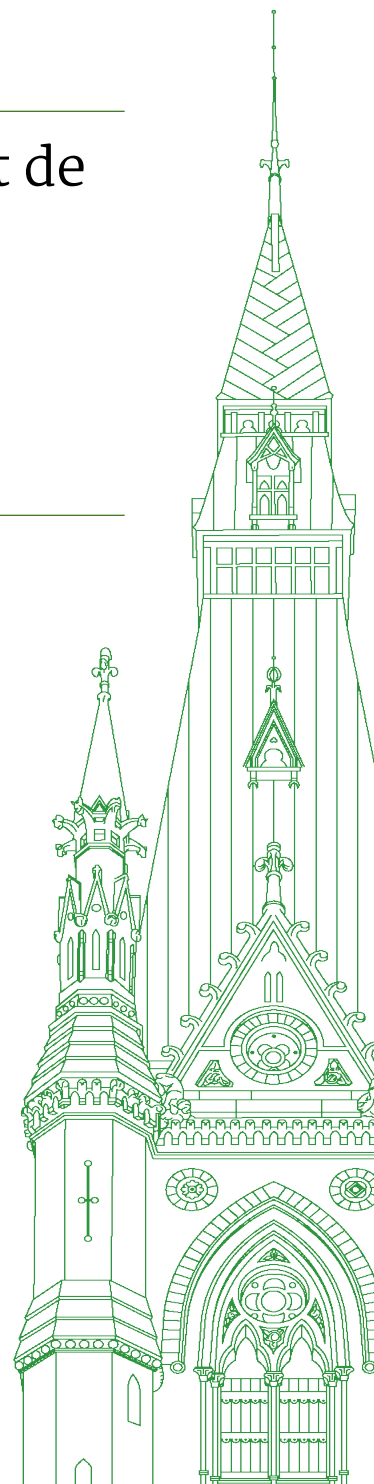
TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 022

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le mardi 10 février 2026

Président : Michael Coteau



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 10 février 2026

• (1100)

[Traduction]

Le président (Michael Coteau (Scarborough—Woburn, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 22^e réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes.

La réunion d'aujourd'hui se déroule dans un format hybride. Conformément au Règlement, les députés peuvent y participer en personne dans la salle et à distance à l'aide de l'application Zoom.

Comme d'habitude, je demanderais à tous les participants en personne de consulter les directives sur les cartes placées sur la table. Ces mesures visent à aider à prévenir les incidents de retour de son et à protéger la santé et la sécurité de tous les participants, y compris des interprètes. Vous remarquerez aussi sur les cartes un code QR qui mène à une courte vidéo de sensibilisation.

Nous devons adopter le rapport du sous-comité. Est-ce que tout le monde en a reçu une copie?

Tout le monde a une copie. Y a-t-il des commentaires?

Il faudrait que quelqu'un présente une motion.

Allez-y, madame Chatel.

Sophie Chatel (Pontiac—Kitigan Zibi, Lib.): C'est avec plaisir que je propose une motion pour adopter le rapport du sous-comité.

(La motion est adoptée. [Voir le procès-verbal])

Le président: Nous allons maintenant passer à huis clos. Nous aurons besoin de quelques minutes pour ce faire.

Nous allons prendre une courte pause de cinq minutes, puis nous reprendrons la séance. Merci.

[Les délibérations se poursuivent à huis clos.]

• (1100)

(Pause)

• (1155)

[Les délibérations publiques reprennent.]

Le président: Nous reprenons la séance.

Avant de continuer, j'aimerais faire deux annonces.

Concernant notre étude sur le boeuf et le porc, j'aimerais fixer une date limite de soumission des recommandations au vendredi 13 mars à 16 heures, en fin de journée. Êtes-vous d'accord?

Des députés: D'accord.

Le président: Ensuite, la date limite pour la soumission des listes de témoins pour notre étude sur la science dans l'agriculture

canadienne et la fermeture de centres de recherche est 16 heures aujourd'hui. C'est pour la liste secondaire. Est-ce que cela convient à tout le monde?

Des députés: D'accord.

Le président: D'accord. Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 10 février 2026, le Comité entreprend son étude sur la science dans l'agriculture canadienne et la fermeture de centres de recherche.

Je tiens à remercier les témoins de se joindre à nous et à leur souhaiter la bienvenue ici aujourd'hui. Nous accueillons Lawrence Hanson, sous-ministre; Andrew Goldstein, sous-ministre adjoint délégué; et Alain Lagacé, sous-ministre adjoint.

Bonjour et bienvenue de nouveau, monsieur le sous-ministre. Nous allons commencer par entendre votre déclaration liminaire de cinq minutes, puis nous passerons aux questions.

• (1200)

Lawrence Hanson (sous-ministre, ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Merci, monsieur le président.

[Français]

Je vous remercie de me donner l'occasion de discuter des décisions qui ont été prises à Agriculture et Agroalimentaire Canada dans le contexte de l'Examen exhaustif des dépenses.

[Traduction]

Je suis accompagné de Andrew Goldstein, sous-ministre adjoint délégué, Sciences et technologie, et de Alain Lagacé, sous-ministre adjoint, Direction générale de la gestion intégrée.

Un examen exhaustif des dépenses a été entrepris pour rétablir les dépenses gouvernementales à des niveaux viables. Nous avons trouvé des gains d'efficacité et nous sommes concentrés sur nos mandats principaux. Comme vous le savez, les résultats de l'examen ont été présentés dans le budget de 2025.

Concernant notre ministère en particulier, nous devons réduire nos dépenses de fonctionnement, de programmes et nos dépenses liées à la science pour dégager des économies de 154,7 millions de dollars d'ici 2028-2029. Pour ce faire, nous faisons des réductions dans tout le ministère pour refléter les objectifs de l'examen, y compris en réalisant des gains d'efficacité et en dirigeant les ressources disponibles dans les secteurs ayant la plus grande incidence sur les objectifs principaux.

[Français]

Dans des messages envoyés à l'ensemble de notre personnel les 22 et 23 janvier derniers, j'ai communiqué les répercussions de ces décisions sur l'ensemble de nos effectifs et sur les activités du ministère. Dans les deux dernières semaines, notre priorité a été de contacter nos employés et nos partenaires qui seront touchés par ces décisions.

[Traduction]

Comme je l'ai souligné, même si ces réductions se font dans l'ensemble du ministère, nous reconnaissons et comprenons que la décision de fermer une partie de nos centres de recherche et de nos centres de recherche agricoles a particulièrement attiré l'attention et soulevé des préoccupations.

J'aimerais situer ces fermetures dans un contexte plus général.

Notre ministère a un budget de fonctionnement d'environ 800 millions de dollars. Nos dépenses annuelles liées à la science et aux centres de recherche représentent environ 300 millions de dollars de ce total. Dans ces 300 millions de dollars, 90 millions de dollars servent au soutien intégré, comme l'entretien et les services publics. Cet argent ne sert pas à appuyer la science et la recherche, mais plutôt à assumer les dépenses de services publics, d'entretien et d'autres coûts liés au maintien de 20 centres de développement de la recherche et de 25 centres satellites. Sans surprise, avec le temps, ces dépenses d'entretien augmentent et s'accompagnent de remises en état courantes des immobilisations.

Face à cette réalité, nous avons déterminé qu'il serait bien plus efficace d'utiliser nos fonds pour consolider nos efforts scientifiques dans moins de centres et de mettre en priorité les efforts scientifiques les plus au coeur de notre mandat, au lieu de détourner toujours plus de ressources vers les coûts de fonctionnement et d'entretien au fil du temps. Par conséquent, nous fermons 3 de nos 20 centres de recherche et de développement, soit ceux de Québec, de Guelph et de Lacombe. Nous allons aussi fermer quatre de nos fermes satellites, soit celles de Scott, d'Indian Head, de Portage la Prairie et de Nappan. Nous faisons tout notre possible pour soutenir les employés touchés durant cette période difficile, il faut bien l'admettre.

Je tiens à souligner que notre ministère demeure la principale organisation de science agricole au pays et que nous continuerons de développer des projets stratégiques et à haute incidence en mettant l'accent sur les cultures et l'horticulture, la production animale, la transformation alimentaire, la biodiversité et la durabilité environnementale.

Je précise que ces réductions de personnel mèneront à une réduction limitée du nombre de chercheurs travaillant pour nous. Nous estimons que le nombre de chercheurs qui ne demeureront pas à leur centre actuel ou qui se verront offrir un poste équivalent ailleurs s'élèvera à environ 27 chercheurs, soit un peu plus de 7 % de toute notre équipe de chercheurs.

Je mentionne également qu'au moins la moitié des réductions au ministère vont constituer des gains d'efficacité opérationnelle, et non des réductions en matière de programme ou de science.

[Français]

Nous allons continuer à investir en science et à renforcer notre collaboration avec l'industrie, les gouvernements, le milieu universitaire et les autres parties prenantes partout dans le monde. Nous

allons continuer à aider les producteurs à protéger leurs cultures et à maximiser leur rendement grâce au programme des pesticides à usage limité.

• (1205)

Nous allons continuer à appuyer la transformation et la salubrité alimentaire.

[Traduction]

Nous allons continuer d'être la principale organisation de recherche agricole du Canada. Avec nos 17 centres de recherche et nos terres de recherche agricole partout au pays, nous maintiendrons au moins un centre de recherche par province, garantissant une empreinte nationale forte tout en répondant aux priorités régionales et nationales.

De plus, notre engagement envers l'excellence en science et les partenariats sectoriels ne change pas. Nous allons continuer de travailler avec les provinces, les territoires, les universités, les collèges, les producteurs et les innovateurs privés. Nous pouvons mettre en commun nos talents et nos ressources pour mener des projets de recherche, de science et d'innovation de pointe, éviter les dédoublements avec le milieu de l'enseignement et le secteur privé et axer nos ressources vers la science plutôt que les coûts de fonctionnement.

Bien qu'elles aient été difficiles, les décisions prises ne diminuent en rien notre engagement et notre soutien envers un secteur agricole en croissance grâce à la science et à l'innovation. Au contraire, elles garantissent que nos ressources sont dirigées là où elles ont la meilleure incidence dans cette mission. Dans toutes les provinces au Canada, nous maintiendrons et ferons croître nos collaborations avec l'industrie, les universités et les réseaux internationaux.

[Français]

Nous allons continuer à chercher de nouvelles occasions de tirer parti de nos ressources communes ici au pays et dans le monde. À Agriculture et Agroalimentaire Canada, nous allons continuer à travailler avec les producteurs, les partenaires et les autres parties prenantes.

[Traduction]

Monsieur le président, je vous remercie de nouveau de cette occasion de témoigner. Mes collègues et moi répondrons aux questions avec plaisir.

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Scheer, la parole est à vous pour six minutes.

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis ici pour défendre la ferme de recherche d'Indian Head, qui emploie une trentaine de personnes à temps plein et bien d'autres travailleurs durant l'été ou à temps partiel. Dans le secteur privé, il n'y a clairement aucun groupe qui pense que c'est une bonne idée de fermer ce centre. C'est ce qui ressort massivement de mes discussions.

J'aimerais tout de suite vous poser des questions détaillées.

Pourriez-vous me dire ce que votre ministère prévoit épargner en fermant la ferme de recherche d'Indian Head?

Lawrence Hanson: Oui, j'ai ce chiffre.

Monsieur Lagacé, je ne sais pas si vous l'avez sous les yeux. Je sais que je l'ai dans un autre document sur nos coûts opérationnels. Si vous me donnez un instant, je vais le retrouver...

Monsieur Lagacé, l'avez-vous sous la main?

Alain Lagacé (sous-ministre adjoint, Direction générale de la gestion intégrée et dirigeant principal des finances, ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Oui, les coûts opérationnels totaux l'an dernier à Indian Head s'élevaient à 3,8 millions de dollars.

Toutefois, je tiens à vous mettre en garde, car des projets scientifiques seront relocalisés. Nous allons continuer d'assumer une partie de ces coûts, car comme vous le savez sans doute, l'aliénation de la ferme prendra des années. C'est 3,8 millions de dollars, ce sont les coûts totaux de fonctionnement.

L'hon. Andrew Scheer: Avez-vous évalué la possibilité de mettre à niveau certains équipements essentiels ou une partie de l'infrastructure pour réaliser des économies d'une année à l'autre? Par exemple, si vous remplacez le système de chauffage, vous n'aurez pas à le réparer aussi souvent. Quel genre d'évaluation avez-vous faite à la ferme pour trouver des façons de réduire les coûts de fonctionnement sans la fermer?

Lawrence Hanson: Pour répondre à la question du député, même si nous réduisions nos coûts de fonctionnement à cette ferme, nous pourrions quand même faire des économies en consolidant davantage nos activités, notamment en en déplaçant une partie à Saskatoon.

Je signale qu'il y a deux chercheurs à Indian Head et que l'un d'eux ira à notre centre de recherche et de développement de Saskatoon.

L'hon. Andrew Scheer: M'avez-vous répondu non? Vous n'avez mené aucune évaluation pour voir si les coûts de la ferme seraient réduits tout en maintenant sa viabilité globale.

Lawrence Hanson: Je ne pense pas que la viabilité globale de la ferme soit une question de...

L'hon. Andrew Scheer: Si la réponse est non...

Lawrence Hanson: ... savoir si nous pouvons investir davantage. La réponse, c'est que nous avons décidé que nous pouvions épargner et trouver des gains d'efficacité au plus haut point en consolidant nos efforts ailleurs.

L'hon. Andrew Scheer: Notre note d'information indique qu'une partie de la recherche sera notamment déplacée à Outlook, en Saskatchewan. Êtes-vous au courant de la différence dans les conditions du sol entre Indian Head et Outlook?

Lawrence Hanson: Nous savons qu'il y a une certaine variation dans le sol en passant d'un endroit à l'autre, mais nous sommes convaincus que nous pourrions maintenir nos capacités scientifiques même avec de faibles variations dans les conditions du sol.

Je souligne également que nous finançons des recherches menées par d'autres, qui pourront continuer de se concentrer sur des secteurs précis.

L'hon. Andrew Scheer: On ne parle pas que de faibles variations, mais de différences majeures en matière de qualité du sol, d'équilibre du pH et surtout d'humidité. Indian Head est un endroit très spécial en Saskatchewan. C'est un sol de première qualité, qui

donne constamment de meilleurs résultats que d'autres régions en matière d'humidité.

Ce genre de stabilité est important pour les études pluriannuelles sur les variétés de semences, les récoltes et la réaction aux diverses conditions. C'est important de savoir qu'il n'y aura pas de sécheresse la troisième année ou un gel hâtif la cinquième. C'est le genre d'avantage que présente la ferme d'Indian Head.

J'ai parlé à tellement de gens. Personne ne croit qu'on peut trouver ce genre de conditions pluriannuelles à Outlook. Avez-vous mené une évaluation sur l'intégrité scientifique qui sera perdue en déplaçant la recherche d'Indian Head à Outlook?

• (1210)

Lawrence Hanson: Je vais demander à M. Goldstein s'il veut ajouter quelque chose, mais je dirai que nous avons réalisé ces économies en optimisant nos capacités scientifiques et en cherchant à les garder en place. De plus, s'il y a des enjeux particuliers, nous allons continuer de travailler avec nos partenaires et d'autres pour faire de la recherche.

Monsieur Goldstein, si vous avez quelque chose à ajouter, s'il vous plaît...

Andrew Goldstein (sous-ministre adjoint délégué, ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Tous nos centres offrent des propriétés uniques, mais nous allons tout de même maintenir quatre centres en Saskatchewan. Nous croyons que nous pouvons générer une diversité suffisante pour maintenir nos programmes.

L'hon. Andrew Scheer: Il ne me reste que deux minutes, alors je dois y aller très rapidement.

Il semble qu'il faudra faire des investissements en capital dans les centres comme celui d'Outlook pour améliorer les espaces d'entreposage. Avez-vous évalué les coûts supplémentaires que va entraîner cette réinstallation? Parce que si vous parlez d'économies de 3,8 millions de dollars et que vous devez dépenser des millions de dollars juste pour aller dans un autre centre, ce ne sont pas de grandes économies pour les contribuables, en fin de compte.

Lawrence Hanson: Je pense que c'est en partie une question de quantité et de flux. C'est vrai que la consolidation potentielle peut causer ou non des dépenses supplémentaires à certains centres, mais il s'agit de coûts immédiats, tandis qu'en exploitant 20 centres, nous devons assumer des coûts annuels.

L'hon. Andrew Scheer: Merci. Il ne me reste qu'une minute.

Il semble que la réponse est non et que vous n'avez pas évalué quels seront les coûts supplémentaires.

Je vais simplement citer quelques projets que le gouvernement a financés. Il a accordé 8,5 millions de dollars à une entreprise de production de criquets qui a fait faillite. Cet argent a été versé directement par votre ministère. Il a également financé une production de riz respectueuse de l'égalité des sexes et à faible empreinte carbone au Vietnam à hauteur de 8,2 millions de dollars. Pourriez-vous me dire quel a été le rendement de ces investissements pour les producteurs et les contribuables canadiens?

Des groupes spécialistes des semences me disent qu'il faudra deux ou trois ans pour revenir au niveau de recherche qui se fait à Indian Head. Nous allons perdre deux à trois ans en recherche sur les variétés de cultures. Ces spécialistes des semences et ces groupes de producteurs estiment que c'est une perte de 400 millions de dollars.

On parle de 8,2 millions de dollars pour du riz respectueux de l'égalité des sexes et à faible empreinte carbone, de 8,5 millions de dollars pour une usine de criquets et de 400 millions de dollars d'activité économique perdue. Tout cela pour soi-disant économiser 3,8 millions de dollars pour une ferme de recherche.

Le président: Nous devons nous arrêter ici.

L'hon. Andrew Scheer: Comment cela peut-il paraître sensé pour les contribuables ou les agriculteurs?

Le président: Nous passons aux libéraux pour six minutes.

Madame Dandurand, la parole est à vous.

[Français]

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être avec nous en ce Jour de l'agriculture canadienne pour parler de la recherche en agriculture, qui, selon moi, est un élément fondamental de notre capacité à nourrir le monde.

Il y a un centre de recherche dans ma circonscription, le Centre de recherche et de développement de Sherbrooke, qui va récupérer certaines des activités du Centre de recherche et de développement de Québec, semble-t-il. Toutefois, on entend dire qu'il y a aussi quelques compressions qui pourraient être faites en ce qui concerne les emplois.

Monsieur Hanson, je lisais avec beaucoup d'intérêt la lettre que vous nous avez envoyée. D'abord, on parle de recentrer les activités sur les responsabilités fondamentales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

De façon générale, quelles sont les responsabilités d'Agriculture et Agroalimentaire Canada dans l'industrie?

[Traduction]

Lawrence Hanson: Certaines de nos responsabilités fondamentales sont la production agricole, l'agronomie et les obtentions végétales, qui expliquent une immense partie de la croissance du secteur agricole. Il sera aussi important de mettre l'accent sur les enjeux de production animale. Il y a aussi les fourrages et certains éléments en matière de résilience en agriculture. Nous devons aussi travailler avec les producteurs aux enjeux comme les cultures de couverture et la rotation des cultures.

Monsieur Goldstein, avez-vous quelque chose à ajouter?

• (1215)

Andrew Goldstein: Notre centre de Sherbrooke sera essentiel pour notre capacité de recherche sur le porc et sur les produits laitiers.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci.

Parmi les recherches qui sont faites à Québec, on compte celles faites sur les plantes pérennes. Il y a entre autres beaucoup de recherche dans ma région.

Comment va se traduire la transition du Centre de recherche et de développement de Québec vers d'autres centres de recherche, entre autres en ce qui a trait à la culture des plantes pérennes?

Lawrence Hanson: Je vous remercie de la question.

[Traduction]

Cette transition se fera au fil du temps. Nous allons travailler directement avec nos employés, dont certains iront travailler dans d'autres centres ou seront transférés. Nous voulons nous assurer de nous donner l'espace pour réaliser cette transition de façon ordonnée en gardant un contact étroit avec tous nos partenaires de recherche et en causant le moins de perturbations possible.

[Français]

Marianne Dandurand: Des questions ont été posées tout à l'heure sur le climat, qui est différent d'une région à l'autre au pays. Je pense qu'il y a toujours eu un intérêt quant au fait d'avoir des centres de recherche dans toutes les régions du Canada.

Comment envisage-t-on la répartition géographique des centres de recherche maintenant? Est-ce qu'on continue de toucher, de la façon la plus vaste possible, à l'ensemble des climats et des types de cultures qu'on a au Canada?

Lawrence Hanson: C'est notre intention. C'est la raison pour laquelle nous allons continuer d'avoir des centres dans chaque province

[Traduction]

et, en même temps, des terres agricoles pour la recherche dans chaque province.

Certes, il n'est pas tout à fait possible de couvrir chaque endroit au pays, mais nous croyons que notre processus de rationalisation ne compromet pas nos efforts scientifiques.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci.

On va parler des gouvernements précédents aussi. Au fil des dernières années, il y a eu des compressions ou des gels de budget à Agriculture et Agroalimentaire Canada. Je pense que c'est un effet à long terme qui s'accumule. Il y a eu des réinvestissements lors du dernier mandat libéral. Maintenant, on voit de nouveau des compressions.

Comment envisagez-vous l'avenir de la recherche avec ce qui est arrivé depuis les dernières années en ce qui a trait à la capacité de recherche publique? Vers où allons-nous à l'avenir? Quelle est la vision à court, à moyen et à long terme de la recherche?

Lawrence Hanson: J'imagine que plusieurs membres du Comité savent que nous avons commencé le processus de développement de notre prochain accord avec les provinces et les territoires.

[Traduction]

Une grande partie de nos dépenses en agriculture est en fait couverte par le Partenariat canadien pour une agriculture durable. Je tiens à souligner qu'aucune d'entre elles n'a été réduite dans le cadre de l'examen exhaustif des dépenses.

Pour la suite des choses, nous nous concentrons principalement sur le prochain accord quinquennal qui débutera en 2028 et qui représente une part importante de nos dépenses liées à la science. Nous sommes convaincus que, tout comme dans le dernier cadre, les dépenses consacrées à la science et à la recherche occuperont une place importante. Je sais que c'est quelque chose que tant le gouvernement que les partenaires provinciaux et territoriaux appuient.

[Français]

Marianne Dandurand: Je sais que c'est un peu en dehors de votre mandat, mais quel est l'état de la recherche dans les secteurs privé et universitaire en matière d'agriculture au Canada, comparativement à la recherche dans le secteur public?

Lawrence Hanson: Je vous remercie de la question.

[Traduction]

Je pense que c'est un point très important à soulever. Évidemment, une entreprise scientifique efficace n'est pas une entreprise qui fonctionne uniquement grâce à des fonds publics. L'une des choses dont nous devons discuter davantage avec le secteur concerne les mesures à prendre pour stimuler des investissements supplémentaires du secteur privé et la manière dont nous collaborons et nous coordonnons nos efforts avec les universités, les collèges et d'autres organisations.

Il n'y a aucun avantage à ce que plusieurs organisations dépensent des fonds de recherche pour la même activité. Il est beaucoup plus logique de rationaliser et d'organiser les choses. Nous menons déjà une grande partie de nos travaux scientifiques en partenariat avec le secteur ou avec les universités, entre autres, un travail de collaboration qui se poursuivra.

Le président: Merci beaucoup.

Je cède maintenant la parole à M. Lemire, du Bloc.

• (1220)

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Merci, monsieur le président.

D'entrée de jeu, je pense qu'il est important de dire que le Bloc québécois est contre ces coupes et que nous vous invitons à faire marche arrière.

Cela dit, j'ai trouvé particulièrement intéressant de voir Andrew Scheer, une personne aussi puissante symboliquement, prendre la parole pour le Parti conservateur, surtout que je me rallie à ses arguments, des arguments qui veulent dire essentiellement que le niveau d'acidité d'une terre en Saskatchewan va être différent de celui d'autres régions, d'où l'importance d'avoir ces laboratoires un peu partout sur le territoire.

Ma région a été touchée lorsqu'il y a eu la fermeture de la ferme expérimentale de Kapuskasing en 2012. C'était justement le gouvernement Harper qui était au pouvoir et Gerry Ritz qui était le ministre de l'Agriculture. Alain Giguère, qui était à ce moment directeur de recherche pour Agriculture et Agroalimentaire Canada et qui est aujourd'hui directeur des opérations, avait dit que « les entreprises de la région seraient capables de prendre la recherche où on l'a amenée et ce serait les meilleures, les mieux placées pour pouvoir rendre le produit après ».

Conséquemment, dans le contexte actuel, j'aimerais vous poser une question: quels sont les produits ou les méthodes qui ont été développés dans le nord-est de l'Ontario ou en Abitibi—Témiscamingue depuis la fermeture du centre de recherche?

On a un exemple très concret d'un centre qui a été fermé et dans lequel on a perdu l'expertise en matière de changements climatiques, en matière d'agriculture en milieu nordique, en matière d'agriculture en milieu argileux.

Quinze ans plus tard ou presque, qu'en est-il de l'état de la recherche dans ces régions? Est-ce qu'on va répéter cet exemple ailleurs?

Lawrence Hanson: Je vous remercie de ces questions.

[Traduction]

Je sais qu'il est impossible d'avoir partout au pays des terres agricoles qui soient financièrement viables. L'important est de nous assurer que nous pouvons, avec les ressources disponibles et de manière judicieuse, faire tout ce qui est en notre pouvoir et couvrir autant de terrain que possible. Nous sommes convaincus que nous pouvons encore le faire avec les réductions que nous avons effectuées et notre effort de rationalisation.

Je ne peux pas parler de questions précises ou de projets qui ont été réalisés dans le Témiscamingue depuis les changements apportés en 2012. À ce stade, je sais que nous continuons de discuter avec des chercheurs de l'université pour trouver de bonnes façons de travailler en partenariat.

Allez-y, monsieur Goldstein.

Andrew Goldstein: Je voudrais juste ajouter que nous conservons notre ferme expérimentale de Normandin, qui se trouve dans une région du nord du Québec. Nous pourrions ainsi poursuivre nos recherches dans le nord et maintenir la diversité de nos fermes...

[Français]

Sébastien Lemire: Je vous arrête, monsieur Goldstein, parce que je trouve qu'il y a un raccourci, quand même. On a beau être dans le nord du Québec, à Normandin, au Lac-Saint-Jean, la réalité est très différente de celle de l'Abitibi—Témiscamingue. On est quand même à 800 kilomètres de là. Ça ressemble davantage à la réalité du nord-est de l'Ontario, où se trouvait Kapuskasing, d'où l'intérêt d'avoir des centres de recherche qui tiennent compte des différents endroits, des différents lieux de biodiversité, et d'où l'importance d'avoir ces éléments décentralisés.

Monsieur Hanson, à notre demande, vous avez participé à une rencontre durant laquelle nous échangeons avec le ministre MacDonald. Nous voulions justement savoir si, en cas de coupes, on allait investir cet argent dans les universités et dans les centres de recherche, et si l'intention du ministère était réellement d'obtenir ces données à partir de la recherche universitaire, puisqu'on ne peut pas se priver de l'importance de la science quant aux données qu'on transfère par la suite aux agriculteurs.

[Traduction]

Lawrence Hanson: À mesure que nous réfléchissons aux dépenses que nous consacrerons à la science, ce sont là autant de questions que nous examinerons sérieusement — qu'il s'agisse de lacunes émergentes ou de lacunes importantes qui compromettent la capacité du secteur à croître. Encore une fois, nous ne faisons pas que faire de la recherche. Nous finançons la recherche. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de centre géré par Agriculture et Agroalimentaire Canada à un endroit donné que nous ne sommes pas disposés à financer des travaux scientifiques qui pourraient être utiles à cet endroit.

[Français]

Sébastien Lemire: Jérémie Letellier, qui est le président régional de l'Union des producteurs agricoles en Montérégie, indiquait dans une lettre que, selon une analyse de Financement agricole Canada, les États-Unis investissent 23 fois plus d'argent dans le capital de risque pour les technologies agricoles alors que la population est 8,5 % plus importante qu'ici.

Si le Canada se préoccupait réellement du développement de la recherche, il y aurait des conditions et des investissements en conséquence. Surtout, d'un océan à l'autre, les réalités agricoles sont très, très difficiles. Je me pose donc la question suivante: qui va s'occuper de l'agriculture?

J'aimerais apporter une précision importante: deux fermes expérimentales étaient liées au centre de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada à Québec, celle de Normandin, au Saguenay—Lac-Saint-Jean, dont on vient de parler, et celle de Saint-Augustin-de-Desmaures, dans la capitale nationale. Qu'arrivera-t-il aux fermes, dont plusieurs volets dépendent du centre de recherche? Quelles seront les conséquences? Y aura-t-il des compressions budgétaires pour elles aussi?

• (1225)

Lawrence Hanson: Je peux commencer à répondre et peut-être que mon collègue M. Goldstein voudra ajouter autre chose.

[Traduction]

En ce qui concerne les capitaux d'investissement et la recherche, c'est un élément extrêmement important. Le gouvernement peut certainement jouer un rôle à cet égard, mais nous nous concentrons particulièrement sur la manière d'accroître les fonds de capitaux d'investissement dans le secteur agricole et agroalimentaire, car cela ne pourra jamais provenir uniquement du gouvernement.

Monsieur Goldstein, je ne sais pas si vous souhaitez dire quelque chose.

[Français]

Andrew Goldstein: En ce qui concerne la ferme de Saint-Augustin-de-Desmaures, l'Université Laval nous loue des terrains.

[Traduction]

Nous allons réduire progressivement nos activités scientifiques à cet endroit.

[Français]

Sébastien Lemire: Je voudrais vous poser deux questions auxquelles j'aimerais que vous répondiez par écrit si possible.

Est-ce que vous avez effectué une analyse des répercussions de la fermeture de ces centres de recherche? Si oui, pouvez-vous fournir cette analyse de l'impact, par écrit, au Comité?

Pouvez-vous fournir par écrit les sommes investies dans chacun des centres de recherche qui ont été fermés, et les ventiler entre les sommes investies en recherche et en innovation, et celles investies pour payer le personnel administratif et les chercheurs?

Il serait utile pour le Comité d'avoir ces distinctions afin de voir quelle est la part réelle investie en recherche.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Calkins.

Vous disposez de cinq minutes.

Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC): Merci, monsieur le président.

Je suis député de la circonscription de Ponoka—Didsbury, où se trouve le Centre de recherche et de développement de Lacombe. Ce centre est en activité depuis plus d'un siècle — 118 années d'essais. Il y a longtemps, la première race de porc y a été créée, le Lacombe. On y a accompli des travaux remarquables. C'est l'un des centres de recherche et de développement les plus importants du pays dans le domaine agricole. Il est situé à Lacombe, juste à côté du centre provincial de recherche sur les cultures et du siège social de l'Agriculture Financial Services Corporation, qui répond à tous les besoins financiers des producteurs agricoles de l'Alberta dans l'ensemble de la province. Nul doute qu'il s'agit d'un centre névralgique de l'agriculture. La valeur des terres dans cette région dépasse 1,5 million à 2 millions de dollars par quart de section, car il s'agit de certaines des terres les plus productives du Canada.

La décision qu'a prise le gouvernement de fermer cet établissement semble être tout sauf judicieuse. Je ne connais aucun groupe de producteurs — qu'il s'agisse de Western Crop Innovations ou d'un autre groupe — qui pense que la fermeture du Centre de recherche et de développement de Lacombe soit une bonne idée, ou que le travail puisse se poursuivre à Lethbridge ou ailleurs, car Lethbridge est une ville des Prairies. On parle d'un sol de forêt-parc — deux pieds et demi du sol noir le plus riche que le Canada ait à offrir.

Votre ministère a vu son budget augmenter de moins de 10 % depuis 2015 et on vous demande maintenant de procéder à des compressions importantes au détriment des producteurs et de l'industrie agroalimentaire. Je suis censé croire que vous allez... Que direz-vous aux producteurs et à tous ceux qui, dans le centre de l'Alberta, dépendent des travaux de recherche et de développement qui sont menés dans ce centre?

Doivent-ils simplement accepter la situation et se résigner? La décision est-elle réversible ou définitive?

Lawrence Hanson: Nous ne revenons pas sur la décision. Je tiens à souligner que nous envisageons de transférer une partie du travail effectué à Lacombe — je sais que vous allez parler de la région et je comprends — vers le sud, à Lethbridge et à Swift Current. La recherche sur le porc est en cours de consolidation à Sherbrooke. Il y a bien sûr l'abattoir qui se trouve également à Lacombe. Nous croyons qu'il y a d'autres personnes avec lesquelles nous pouvons nous associer dans d'autres universités pour transférer une partie de ce travail ailleurs.

Je dirais que nous savons également...

Blaine Calkins: Monsieur Hanson, c'est mon temps de parole. Je vais poursuivre en vous posant une question.

Le Collège Lakeland s'est associé au Centre de recherche et développement de Lacombe. A-t-il été consulté au sujet de la perte de ses essais?

• (1230)

Lawrence Hanson: Je ne peux pas parler du cas du Collège Lakeland en particulier.

Je ne sais pas, monsieur Goldstein, si vous pouvez le faire ou si nous devons y revenir.

Nous devons vous revenir là-dessus.

Blaine Calkins: Avez-vous discuté avec le ministre de l'Agriculture de la province de l'Alberta des essais et des projets communs de recherche que mènent le centre de recherche provincial et le centre de recherche fédéral sur les céréales?

Lawrence Hanson: Ce que je peux dire au sujet du processus qui a été mené dans le cadre de l'examen exhaustif des dépenses, de tous ses aspects, c'est qu'il s'agissait de conseils donnés dans le cadre du processus lié aux renseignements confidentiels du Cabinet. Nous n'avons pas mené de consultations au préalable.

Je dirai toutefois que, pour la suite des choses, nous travaillerons avec l'industrie, la province et tous les autres intervenants. Il existe d'autres options qui ne passent pas nécessairement par le maintien d'une usine et d'une présence dans un endroit. Il existe encore d'autres possibilités de partenariat et de financement.

Blaine Calkins: Vous venez de rehausser le niveau de biosécurité de l'établissement de Lacombe au niveau deux. Et maintenant, vous le fermez. Il me semble que c'est une réduction budgétaire bâclée, qui ne tient pas compte des répercussions réelles.

Comment allez-vous remplacer les installations de biosécurité de niveau deux à Lacombe?

Lawrence Hanson: Certaines des mesures que nous devons prendre consistent à établir des partenariats avec des établissements de recherche qui sont en mesure de mener une partie des activités en question. Je sais que celui de Guelph en est un exemple, mais nous en examinerons d'autres.

Je tiens à souligner encore une fois qu'il y a une distinction à faire entre, d'une part, nos installations et nos activités et, d'autre part, notre capacité à trouver d'autres moyens de financer des choses. Nous pouvons contribuer aux recherches scientifiques sans nécessairement être les gardiens de l'équipement et des terrains.

Blaine Calkins: Êtes-vous en train de dire que vous allez simplement vous débarrasser des bâtiments parce que vous n'avez pas les moyens de les exploiter? Êtes-vous en train de dire que le gouvernement du Canada devrait se débarrasser de tous les bâtiments, y compris celui dans lequel vous vous trouvez en ce moment? Cela me semble être une piètre excuse, monsieur Hanson. On dépense actuellement de l'argent pour moderniser des installations afin d'améliorer leur capacité scientifique, et pas seulement pour assurer leur entretien général, et elles sont fermées. Je ne comprends pas la décision.

Mon temps est-il écoulé, monsieur le président?

Le président: Il vous reste 10 secondes.

Blaine Calkins: Monsieur Goldstein, avez-vous pris l'avion pour aller à Lacombe, licencié les 112 employés qui s'y trouvaient après

un discours de 20 minutes, refusé de répondre aux questions, puis quitté les lieux? C'est ce que j'ai entendu dire.

Le président: Nous allons nous arrêter là. Vous pourrez y revenir plus tard.

Nous passons à la députée Harrison.

Merci.

Emma Harrison (Peterborough, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je dois dire que c'est une bonne journée lorsque toutes les personnes autour de la table s'entendent pour dire que nous devons nous battre pour la recherche et l'innovation. Nous avons entendu les témoignages de spécialistes. Nous savons que les changements climatiques sont la principale cause de la hausse des coûts des aliments et nous savons à quel point les données sont essentielles pour que nos producteurs puissent lutter contre les changements climatiques tout en continuant de produire les aliments de haute qualité sur lesquels les Canadiens comptent.

Dans cette optique, estimez-vous que les centres de recherche et les fermes qui sont toujours en activité seront en mesure de fournir à nos producteurs les connaissances scientifiques nécessaires pour lutter contre les changements climatiques, compte tenu de la diversité de nos régions agricoles au Canada?

Lawrence Hanson: Oui, je crois que c'est le cas. Je souligne également que, indépendamment des recherches et des travaux scientifiques sur l'environnement et la durabilité qui sont menés dans nos centres de recherche, le financement fourni par le Fonds d'action à la ferme pour le climat, le FAFC, aide les agriculteurs et les producteurs à couvrir les coûts de diverses activités qui sont bonnes pour l'environnement et pour leurs propres activités, comme les cultures de couverture et le pâturage en rotation. Toutes ces choses sont financées et s'inscrivent dans l'engagement qu'a pris le ministère de travailler avec les producteurs et d'autres acteurs pour promouvoir la durabilité environnementale.

Emma Harrison: Merci.

Je dois dire qu'à mon bureau de circonscription à Peterborough, je reçois de nombreux courriels de producteurs et d'agriculteurs, non seulement de ma circonscription, mais aussi de partout ailleurs au Canada, qui sont préoccupés par les compressions. Vous avez parlé un peu des 90 millions de dollars de dépenses liées à l'entretien. Est-ce la principale raison de la fermeture de certaines installations? Si ce n'est pas le cas, quel a été le principal facteur qui a motivé le choix des installations à fermer?

Lawrence Hanson: Je dirais que lorsqu'on vous demande de trouver des façons d'économiser, vous voulez essayer de le faire de manière à limiter les répercussions sur la science et la recherche. Si vous voulez être en mesure de consacrer une plus grande partie des fonds disponibles à la science et à la recherche et moins aux frais généraux, cela vous pousse à regrouper vos activités dans un nombre réduit de lieux.

Les décisions que nous avons prises concernant les centres de R-D et les fermes ont été mûrement réfléchies. Nous comprenons que... Je ne crois pas que nous pensions naïvement que certaines de ces décisions ne susciteraient aucune inquiétude. C'est inévitable dans le cadre de toute réduction. Cependant, nous les avons prises de façon rationnelle, avec soin et en gardant à l'esprit que nous voulons maximiser nos dépenses scientifiques et essayer de trouver des moyens de nous associer à d'autres partenaires afin de ne pas toujours être uniquement les acteurs, mais parfois aussi les bailleurs de fonds de la science.

• (1235)

Emma Harrison: Pourriez-vous nous en dire plus sur la question de savoir si certains aspects de la recherche seront menés dans le secteur privé ou dans nos collèges et universités au Canada?

Lawrence Hanson: Je vais voir si M. Goldstein souhaite ajouter quelque chose. Je pense qu'une partie de la recherche... Nous menons déjà de nombreuses recherches en partenariat avec le secteur privé et les universités. Je pense que ce travail de collaboration se poursuivra.

Cependant, monsieur Goldstein, vous pouvez ajouter quelque chose si vous le souhaitez.

Andrew Goldstein: Les partenariats sont une partie essentielle de notre travail. Nous avons déjà eu des discussions — et nous continuons d'en avoir — avec nos partenaires de l'industrie et les universités afin de déterminer s'ils souhaitent poursuivre le travail que nous accomplissons.

Emma Harrison: Quels sont les avantages de rationaliser et de cibler la recherche agricole? Selon les intervenants, à quoi devrait ressembler la recherche agricole dans l'avenir?

Lawrence Hanson: Je dirais qu'avant de nous lancer dans cet exercice, l'une des préoccupations que les intervenants nous ont maintes fois exprimées était que trop d'argent était consacré aux frais généraux et pas assez aux chercheurs. Comprenez-moi bien, je ne veux pas dire que nos intervenants nous ont demandé de fermer les centres ou quoi que ce soit de ce genre. Ce n'est évidemment pas le cas. Ce qu'ils ont dit, c'est qu'ils espéraient nous voir maximiser les dépenses scientifiques et essayer de réduire les frais généraux.

Il est vrai que c'est un moyen d'y parvenir et c'est pourquoi nous pensons — même si nous sommes conscients des inquiétudes que suscitent les réductions — qu'il s'agit en fin de compte de nous demander, pour chaque dollar disponible, quelle part sera consacrée à la science et à la recherche et quelle part sera consacrée à des choses qui permettent de maintenir l'infrastructure nécessaire pour mener les activités scientifiques et de recherche. En regroupant les activités, nous pensons pouvoir mieux répartir le tout.

Emma Harrison: Il ne me reste pas assez de temps pour obtenir une réponse maintenant, mais pourriez-vous donner au Comité de plus amples renseignements sur le Fonds d'action à la ferme pour le climat à un moment donné?

Lawrence Hanson: Absolument.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à M. Lemire, qui dispose de deux minutes et demie.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Je pense qu'il y a quelque chose de rafraîchissant dans la position des différents membres du Comité. Il y a quand même un problème politique à ça, qui a des conséquences administratives. Cependant, je pense que c'est d'abord et avant tout une décision politique de la part du gouvernement libéral.

Monsieur Hanson, vous indiquez dans le budget que vous allez mettre fin à certains programmes, notamment Solutions agricoles pour le climat — Laboratoires vivants. Je vous ai demandé ce qu'il va advenir des fermes qui dépendent du centre de recherche sur plusieurs volets. Je vous pose la question un peu plus concrètement: est-ce que ça met en péril les ententes signées avec des productrices et des producteurs agricoles qui font actuellement partie de ces laboratoires vivants?

[Traduction]

Lawrence Hanson: Le député a tout à fait raison de dire que l'on mettra fin au programme des laboratoires vivants, comme le prévoit le budget. Je tiens toutefois à préciser deux ou trois choses. Les 14 projets actuels qui relèvent du programme des laboratoires vivants se poursuivront jusqu'à la fin de leur durée prédéterminée. Nous disposerons alors des données, des renseignements et des résultats complets des projets en question. En réalité, c'est plutôt qu'une deuxième vague du programme ne sera pas poursuivie. L'objectif était avant tout — et c'est pourquoi leur nombre est limité et qu'ils ont une portée restreinte — d'essayer de tirer des enseignements initiaux sur divers types de questions scientifiques. Je pense que l'objectif a été atteint. Nous laissons les projets se dérouler jusqu'à leur terme afin de ne laisser personne en plan.

[Français]

Sébastien Lemire: Selon les Comptes publics du Canada 2025, vous investissiez 900 millions de dollars en sciences et en innovation dans le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Quelles sont les garanties que les 900 millions que vous alliez investir en sciences, recherche et innovation vont être maintenus? Allez-vous réduire ces sommes?

[Traduction]

Lawrence Hanson: Le fait est que des décisions importantes seront prises sur le prochain cadre stratégique pour l'agriculture. Comme tous les ministères, nous avons des programmes qui prennent fin. Certains sont renouvelés. Certains le sont avec un budget plus important. D'autres ne le sont pas. Je ne peux pas spéculer sur l'avenir.

Encore une fois, c'était très clair. Il s'agissait d'un exercice ponctuel visant à réduire les dépenses afin d'atteindre un objectif. Nous l'avons fait et maintenant nous allons de l'avant.

[Français]

Sébastien Lemire: Dans une note, le directeur parlementaire du budget a indiqué avoir demandé les économies prévues par l'Examen exhaustif des dépenses, une ventilation des économies prévues par programme, ainsi que des renseignements sur la réduction de personnel et des détails sur les répercussions possibles sur le niveau de service pour les années 2026 à 2030.

Pouvez-vous nous confirmer que ces informations ont été fournies et en remettre une copie au Comité, s'il vous plaît?

• (1240)

[Traduction]

Le président: Veuillez répondre très brièvement.

Lawrence Hanson: Merci, monsieur le président.

Nous avons fourni au directeur parlementaire du budget les réponses à toutes les questions qu'on nous a posées. Je pensais qu'il allait de soi que ces renseignements soient remis au Comité, mais nous pouvons certainement collaborer avec lui pour nous assurer que vous les avez.

Le président: Monsieur Barlow, vous avez cinq minutes.

John Barlow (Foothills, PCC): Merci, monsieur le président. Je vais partager mon temps avec mon collègue, M. Gourde.

J'ai juste quelques questions à poser très rapidement.

Monsieur Hanson, je veux confirmer que vous avez dit que le budget d'AAC pour la recherche était d'environ 300 millions de dollars. Est-ce exact?

Lawrence Hanson: Oui, c'est à peu près le montant — 300 millions.

John Barlow: Merci.

Mon collègue a eu la gentillesse de parler de l'importance du Programme d'action pour le climat et du Fonds d'action à la ferme pour le climat. Un montant supplémentaire de 300 millions de dollars a été annoncé, ce qui porte le total à 700 millions de dollars. Vous pourriez plus que doubler le budget pour la recherche si vous accordiez ces fonds à des initiatives qui fonctionnent.

Je veux parler un instant du Fonds d'action à la ferme pour le climat, ou FAFC, et du Programme d'action pour le climat. Les libéraux ont souligné l'importance du Fonds d'action à la ferme pour le climat. L'ancien ministre de l'Agriculture a annoncé 300 millions de dollars supplémentaires pour ce programme, ce qui porte son budget à 700 millions de dollars. Vous pourriez doubler le budget de recherche pour garder ces centres de recherche ouverts et leur permettre de poursuivre l'excellent travail qu'ils font.

La vérificatrice générale a audité ce programme l'an dernier. Voici quelques observations issues de cet audit: aucune stratégie pour contribuer à atteindre les objectifs escomptés du programme, mauvaise gestion des résultats, manque de fiabilité et d'exhaustivité des résultats et cibles de rendement exagérées.

Vous continuez à gaspiller de l'argent dans un programme qui ne fonctionne clairement pas. L'an dernier, nous avons discuté avec tous les intervenants. Nous leur avons demandé quels programmes ils veulent faire disparaître, et ils ont tous, ou presque, répondu que le FAFC était un programme qui pouvait être supprimé afin que les ressources soient réattribuées à des programmes qui fonctionnent, comme les travaux de recherche menés sur le terrain.

Pourquoi choisissez-vous des programmes qui ne fonctionnent clairement pas ou qui ne disposent d'aucun indicateur pour mesurer leur succès, et pourquoi sacrifiez-vous les bonnes recherches qui sont menées sur le terrain?

Lawrence Hanson: Je vous remercie de la question.

En ce qui concerne le FAFC, il convient de noter, dans un premier temps, que ces ressources sont fournies directement aux producteurs afin qu'ils mettent en œuvre des pratiques de gestion bénéfiques dans leurs propres exploitations agricoles.

Je ne contesterais certainement jamais ce que le député a entendu de la part des intervenants. Je dirais que j'ai rendu visite, seul ou avec le ministre, à un certain nombre de producteurs. J'ai entendu leur reconnaissance pour le soutien apporté au FAFC, y compris

des mesures qui sont très utiles pour les pratiques de gestion bénéfiques, ou PGB.

[Français]

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Je vais prendre le reste du temps de parole de mon collègue. J'ai une autre question à poser.

Merci, monsieur le sous-ministre.

En ce Jour de l'agriculture canadienne, je tiens à remercier tous les agriculteurs de mettre du pain sur nos tables.

Aujourd'hui, je trouve malheureux ce qu'on étudie. Dans ma province, à Saint-Augustin-de-Desmaures, le Centre de recherche et de développement de Québec est un chef de file en génétique des cultivars et des plantes fourragères. C'est le foin, c'est la base dans notre agriculture et, malheureusement, on coupe dans la base. Plus tard, on va se demander pourquoi on manque de foin, pourquoi on manque de lait dans le réfrigérateur, et pourquoi on manque de steak sur nos tables.

Gouverner, c'est faire des choix. Je demanderais au sous-ministre d'où vient l'ordre de couper dans les centres de recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Qui vous a donné cet ordre?

[Traduction]

Lawrence Hanson: Quand l'examen exhaustif des dépenses a été annoncé l'été dernier, le ministère a immédiatement commencé à trouver des économies dans toutes ses activités...

[Français]

Jacques Gourde: D'où vient l'ordre? Est-ce que l'ordre vient du gouvernement? Est-ce qu'il vient du Conseil privé? Est-ce qu'il vient du greffier du Conseil privé? Il y a quelqu'un qui vous a demandé de faire des coupes. Qui était-ce? Vous êtes capable de donner un nom ou le nom d'un organisme. Qui était-ce?

● (1245)

[Traduction]

Lawrence Hanson: Il ne s'agit pas d'une question de nom ou d'organisation. Nous avons fourni des conseils au ministre en nous fondant sur notre meilleure compréhension des secteurs où nous pourrions réduire les dépenses tout en ayant les répercussions négatives les plus limitées.

[Français]

Jacques Gourde: Monsieur le sous-ministre, est-ce que le gouvernement vous a demandé de faire des coupes au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire?

[Traduction]

Lawrence Hanson: Oui. C'était l'objectif de cet examen exhaustif des dépenses. Tous les ministères devaient réaliser des économies sur le plan opérationnel.

[Français]

Jacques Gourde: Merci, vous avez répondu à ma question.

Gouverner, c'est faire des choix. Il y a des milliards de dollars pour acheter des F-35.

[Traduction]

Lawrence Hanson: Monsieur le président, je suis désolé. J'aimerais dire...

[Français]

Jacques Gourde: Je ne vous pose pas une question. Je vais finir mon intervention.

Le gouvernement a choisi d'investir des milliards de dollars dans l'intelligence artificielle et dans l'achat de F-35. Il y a des dépassements de coûts pour l'intelligence artificielle, mais le gouvernement refuse de garder des miettes pour l'agriculture.

[Traduction]

Le président: D'accord. Nous allons devoir nous arrêter ici. Merci.

Monsieur Connors, vous disposez de cinq minutes.

Paul Connors (Avalon, Lib.): Merci, monsieur le président.

Lawrence Hanson: Je dirai simplement qu'on n'a pas demandé au ministère de réduire ses dépenses, mais le conseil...

Le président: Monsieur Hanson...

Lawrence Hanson: ... concernant les secteurs où faire ces réductions venait de nous et...

Le président: Silence. Je suis désolé. Pouvez-vous vous arrêter un instant?

Nous allons céder la parole à M. Connors. Quelqu'un vous posera la question par la suite, mais le temps était écoulé depuis 15 secondes.

Allez-y, monsieur Connors.

Paul Connors: Je vais revenir à M. Hanson.

L'examen des dépenses entrepris par Agriculture Canada fait partie d'un examen mené à l'échelle de l'ensemble du gouvernement. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet? Je vais vous laisser le temps de répondre ce que vous tentiez de dire au début.

Lawrence Hanson: Merci.

Le concept d'examen exhaustif des dépenses était une politique gouvernementale visant à réaliser des économies. On a demandé à tous les ministères et ministres de proposer des réductions associées à leur ministère. Nous avons conseillé notre ministre sur les secteurs où ces réductions pourraient être effectuées de la manière la moins perturbatrice possible. Je continue de souligner que plus de la moitié de nos compressions étaient dans les opérations et les dépenses.

Je voudrais attirer l'attention des députés sur le budget de 2025. Une annexe passe en revue chaque ministère et ses réductions dans le cadre de l'examen exhaustif des dépenses, y compris celles d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Paul Connors: Monsieur Hanson, le ministère pense-t-il, ou sait-il, que la manière dont les recherches dans le secteur agricole sont menées est en train de changer et que nous devons peut-être modifier notre approche à cet égard?

Lawrence Hanson: Absolument. De nouvelles sphères d'activité voient sans cesse le jour.

On vient de mentionner ce point, alors je vais en parler. L'IA est en réalité très prometteuse pour le secteur agricole. Si l'on regarde certaines des avancées que les Néerlandais ont réalisées dans le domaine de l'agriculture contrôlée, on constate qu'il existe d'énormes possibilités. La réponse est oui.

Je tiens également à souligner que c'est pour cette raison qu'une grande partie de nos recherches sont axées sur des projets. Des projets commencent et prennent fin, puis de nouveaux projets sont lancés. Cela nous permet de tenir compte des changements en cours. Si l'on prend l'exemple de l'agriculture de précision, le paysage technologique change considérablement, et l'agriculture doit faire partie de ce changement.

Paul Connors: Vous avez mentionné ce qui se fait dans d'autres pays. Je sais que l'Australie adopte également une approche différente. Elle repose davantage sur une approche de recherche menée par l'industrie. Que se passe-t-il au Canada?

Lawrence Hanson: Merci. C'est une excellente question.

Cela concerne en partie des enjeux, et je pense que vous faites notamment référence à la sélection végétale. Nous essayons actuellement de mettre en place un système visant à encourager les investissements du secteur privé dans des domaines tels que la sélection végétale, tout en veillant à ce que les producteurs aient l'impression de tirer le maximum des recherches que nous menons grâce aux prélèvements et autres types de dépenses qu'ils effectuent.

Paul Connors: Pour revenir en arrière, je pense que vous avez mentionné dans vos déclarations précédentes les actifs — les bâtiments et autres — des fermes. Quel est le plan d'avenir? Est-ce que certains de ces actifs pourraient être transférés à des universités ou à d'autres instituts de recherche afin d'en conserver les avantages?

Lawrence Hanson: Je vais céder la parole à mon collègue, M. Lagacé, qui pourra vous expliquer un peu en quoi consiste un processus raisonnablement normalisé pour la cession de terrains et d'autres actifs dans ce genre de situation.

● (1250)

Alain Lagacé: Tout d'abord, la réduction progressive des activités scientifiques sera notre tâche principale au cours des 12 prochains mois. Par la suite, nous suivrons un processus prescrit par le Conseil du Trésor pour la cession des biens immobiliers. Nous allons essentiellement regrouper les informations nécessaires à l'évaluation des biens, telles que l'arpentage et l'état environnemental.

Ensuite, nous mettrons en place un processus de diffusion en priorité où nous offrirons les actifs en premier lieu aux autres ministères. Nous les offrirons par la suite aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Si ce processus ne donne pas de résultats, nous les offrirons aux municipalités et nous passerons aux processus de revendications territoriales ou d'exigences autochtones ou territoriales.

Le processus sera long. Il faudra des années, et tant que nous n'aurons pas cédé les actifs, nous resterons les gardiens des terres et des bâtiments.

Paul Connors: Y a-t-il un moyen de confirmer qu'ils continueront d'être utilisés à des fins agricoles?

Lawrence Hanson: Ce ne sera pas nécessairement le cas. Une fois que nous déclarons que nous avons un excédent, ces terrains sont assujettis à ce processus et pourraient être utilisés à d'autres fins. Nous ne pouvons pas vraiment avancer d'hypothèses à ce sujet.

Le président: Merci, monsieur.

Nous allons procéder à une série de questions de quatre minutes, à une autre de quatre minutes, puis à une dernière de deux minutes.

Nous allons céder la parole aux conservateurs pour quatre minutes.

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vais revenir sur ce que mon collègue a mentionné plus tôt à propos du Fonds d'action à la ferme pour le climat, ou FAFC. Vous avez dit que 300 millions de dollars sont consacrés à la recherche. On vient d'annoncer 300 millions de dollars supplémentaires, ce qui porte le total à 700 millions de dollars pour un programme dont personne n'a demandé, que personne ne veut et qui ne fonctionne pas. Cet argent pourrait être mieux dépensé dans d'autres programmes pour lesquels nous avons des données quantifiables.

Je vais vous donner un bon exemple. Nous avons le centre de recherche d'Indian Head, qui a été créé en 1887. C'est là où la culture sans labour a vu le jour. On peut affirmer que la culture sans labour a fait beaucoup plus pour le climat que toute autre invention agricole. Ce n'est pas seulement au Canada. Elle a été mise au point dans l'Ouest du Canada à Indian Head, où les principales recherches étaient menées, et cette pratique a été exportée dans le monde entier. C'est la principale pratique agricole en Australie, en Russie, au Kazakhstan et en Europe de l'Est. C'est le type de recherche dont nous avons besoin.

Comment pouvez-vous justifier de fermer des centres de recherche qui mènent ce type de recherche, alors que vous accordez 22 millions de dollars au projet Des haricots pour l'autonomisation des femmes et 8,5 millions de dollars à une usine de grillons? J'ai ici toute une liste d'absurdités libérales. Je peux les passer une par une, ces millions de dollars qu'aucun producteur canadien ne serait intéressé à financer.

Comment pouvez-vous justifier de fermer un centre de recherche qui a fait plus pour l'agriculture que n'importe quel autre établissement au Canada et qui coûte 3,8 millions de dollars?

Lawrence Hanson: Je vais peut-être souligner quelques points, car on a mentionné le FAFC. Je fais simplement remarquer que les montants de 700 millions et de 300 millions de dollars sont un peu... Il ne faut pas oublier que les 300 millions de dollars correspondent à une dépense annuelle. Les 700 millions de dollars pour le FAFC sont échelonnés sur huit ans, si je ne m'abuse. Ce n'est donc pas un montant annuel semblable.

Pour être honnête, je ne peux pas me prononcer sur certains de ces points. Certains des programmes que vous avez mentionnés ne sont pas des programmes d'AAC. Je vais aborder la question d'Aspire...

David Bexte (Bow River, PCC): Monsieur Hanson, le temps file, et il est limité, alors je vais aller droit au but. J'aimerais vous demander plus précisément de présenter les économies nettes, ce qui inclut les coûts d'entretien courants jusqu'à la cession des terrains et des installations. Les économies nettes sont vraiment ce qui compte, et je ne sais pas si nous comprenons pleinement à quel point les économies seront insignifiantes par rapport à l'ampleur des répercussions négatives sur les possibilités de recherche.

Pour aller plus loin, vous avez mentionné le programme des pesticides à usage limité. Il est difficile, voire impossible, de certifier les pesticides à usage limité au Canada en raison des exigences arbitraires relatives aux essais redondants. De plus, ces produits, habituellement conçus en dehors du Canada, ont un marché si restreint que les producteurs étrangers qui les fabriquent ne peuvent pas justifier les dépenses additionnelles. Les agriculteurs n'ont pas

accès à ces programmes. Ils n'ont pas accès à ces produits, qui ont, habituellement et traditionnellement, eu une incidence démesurée.

Pouvez-vous expliquer comment cette capacité sera préservée? Avec la fermeture de la ferme expérimentale Scott, cela est remis en question. Que vont faire les agriculteurs?

● (1255)

Andrew Goldstein: Oui, le programme des pesticides à usage limité est très important pour le secteur agricole, plus particulièrement dans le domaine de l'horticulture. Nous avons conservé tout le personnel affecté au programme des pesticides à usage limité. Il y a quelques sites d'essai sur place. Nous les déplacerons vers un autre site pour maintenir cette capacité, et nous ne réduirons pas notre capacité dans le cadre du programme des pesticides à usage limité.

Le président: Merci. Nous allons céder la parole aux libéraux pour quatre minutes.

Députée Chatel, la parole est à vous.

[Français]

Sophie Chatel: Merci beaucoup, monsieur le président.

[Traduction]

Merci aux témoins d'être ici.

Une chose que le premier ministre a dite, c'est qu'un pays qui ne peut pas nourrir sa population a peu d'options, et qu'il faut accorder la priorité à la sécurité alimentaire et à l'autonomie alimentaire.

Alors que nous entamons la prochaine phase du partenariat avec les provinces, l'importance des sciences et de la technologie est cruciale. Le *Rapport sur le prix des aliments* de l'Université Dalhousie a révélé que de nombreux chercheurs affirment que les facteurs structurels à long terme responsables de l'inflation alimentaire incluent les phénomènes météorologiques extrêmes, les conflits géopolitiques et les tendances en matière d'énergie et de productivité. Ce sont des éléments que la science, l'innovation et la technologie peuvent réellement changer.

Puisque le Comité étudie les sciences et la technologie dans le cadre de cette étude, comment Agriculture Canada peut-il être un partenaire clé des universités, des producteurs et des agriculteurs pour surmonter les défis que ce rapport a relevés et assurer la sécurité alimentaire des Canadiens?

[Français]

Lawrence Hanson: Je vous remercie de la question.

[Traduction]

Je pense que la résilience et l'adaptabilité du secteur figurent parmi les éléments clés auxquels nous devons réfléchir dans le prochain cadre politique. Une grande partie des dépenses dans le secteur agricole sont liées à des phénomènes météorologiques extrêmes sur lesquels les producteurs n'ont évidemment aucun contrôle. L'un des secteurs prioritaires du prochain cadre doit être précisément la résilience aux changements climatiques afin de protéger les investissements et les activités des producteurs et de répondre aux préoccupations en matière de sécurité alimentaire.

Sophie Chatel: Merci.

Monsieur le président, il y a beaucoup de bavardage.

Le président: Oui, j'ai remarqué.

Chers collègues, il est évident que vous devez discuter, mais veuillez le faire à voix basse, car il est difficile d'entendre la personne qui a la parole.

Veuillez poursuivre.

[Français]

Sophie Chatel: J'aimerais aussi savoir quelles sont les discussions qui ont commencé dans le cadre de la prochaine consultation. J'ai eu le plaisir de rencontrer plusieurs parties prenantes dans une première ronde. Ce que j'entends des producteurs, des associations de producteurs, mais aussi des transformateurs, c'est vraiment, comme vous l'avez noté, la résilience climatique et la résilience aux défis causés par les conflits géopolitiques.

Revenons à ces consultations. Que commencez-vous à entendre de la part des parties prenantes?

[Traduction]

Lawrence Hanson: Nous venons de commencer les consultations officielles, mais je dirais que ce dont on nous parle le plus souvent, c'est que le gouvernement doit collaborer avec les provinces et les territoires pour réfléchir au prochain cadre politique visant à faire croître le secteur afin de renforcer notre capacité commerciale et de répondre aux enjeux liés à la résilience. Encore une fois, il s'agit d'un échantillon très peu scientifique. Nous venons d'entamer le processus, mais ce sont certainement les messages qu'on entend le plus souvent.

[Français]

Sophie Chatel: On parle de l'importance de la science et de l'innovation. Dans votre exercice de réduction des dépenses, avez-vous réduit les services et le soutien aux agriculteurs?

[Traduction]

Le président: Répondez très brièvement.

Lawrence Hanson: Non, le financement du Partenariat canadien pour une agriculture durable n'a pas été réduit, et cela n'a eu aucune incidence sur les programmes de gestion des risques de l'entreprise. En fait, ils ont augmenté en raison d'un taux de paiement plus élevé pour Agri-stabilité et d'une hausse de la composante sans intérêt dans le cadre du programme des paiements anticipés.

• (1300)

Le président: Merci.

Pour le Bloc Québécois, nous allons entendre M. Lemire pour deux minutes.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Monsieur le sous-ministre, je veux m'assurer que vous allez nous fournir par écrit l'analyse des répercussions de la fermeture des centres de recherche, si elle a été faite. Je vous demanderais aussi de nous indiquer les sommes investies dans chacun des centres qui ont été fermés et de les ventiler entre les sommes investies en recherche et innovation et les sommes investies pour le paiement du personnel administratif et des chercheurs. Je vous les ai demandées à la fin de mon premier tour de parole, mais on n'a pas eu suffisamment de temps pour que vous nous disiez si vous alliez le faire.

Est-ce que vous vous engagez à nous fournir cela?

[Traduction]

Lawrence Hanson: Nous pouvons fournir les informations financières relatives aux coûts associés aux centres. En ce qui concerne notre propre analyse, nous fournirons des renseignements sur la manière dont nous comptons remédier aux limitations causées par les réductions.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci.

Je veux mentionner que, en 2016, l'ancien ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lawrence MacAulay, avait réouvert la ferme expérimentale de Frelighsburg. En 2019, il a ouvert une vinerie expérimentale dans le centre de recherche de Kentville. Même récemment, en 2024, il annonçait des investissements de 4 millions de dollars à la ferme expérimentale de Harrington.

C'est dans cet esprit que nous sommes surpris de voir un changement de cap majeur de la part des libéraux, qui décident de se détourner de la science. Évidemment, il ne s'agit que de certains libéraux, je n'inclurai pas tout le monde là-dedans.

Selon un rapport de l'OCDE, le Canada investit moitié moins dans l'agriculture que beaucoup d'autres pays. De plus, certains pays utilisent l'agriculture comme une dépense militaire. En effet, nourrir la population, c'est peut-être l'aspect le plus névralgique de la sécurité d'un territoire. Avez-vous envisagé le fait que les dépenses en agriculture, en recherche particulièrement, et en sciences, pourraient être considérées comme des dépenses militaires?

[Traduction]

Le président: Répondez brièvement.

Lawrence Hanson: Merci, monsieur le président.

Je ne dirais pas que nous nous détournons de la science. Comme je l'ai souligné, environ 7 % de nos chercheurs scientifiques ne reçoivent pas d'offre pour changer d'emploi.

En ce qui concerne le double usage entre autres, j'avoue ne pas être un expert en la matière, si bien que je vais répondre avec prudence. Je suppose qu'il existe certains types de technologies qui sont utiles à la fois pour la défense et l'agriculture. La télédétection me semble en être une, tout comme l'observation de la Terre, mais je ne prétends pas avoir une quelconque expertise sur ce qui relève ou non des dépenses de défense.

Le président: Je vous remercie.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci.

[Traduction]

Le président: Monsieur le sous-ministre, je vous remercie du temps que vous nous avez consacré, et merci aux membres de votre équipe qui se sont joints à nous.

Voulez-vous ajourner la réunion?

Des députés: D'accord.

Le président: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>